

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 20 au 24 juillet 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : les économies de la CEMAC captent 1,9 Md USD d'IDE en 2025.
- **Cameroun** : le groupe Dangote présente au gouvernement camerounais de nouveaux projets dans les hydrocarbures et le ciment.
- **Centrafrique** : adoption d'une loi pour encadrer le secteur des hydrocarbures.
- **Congo** : signature d'un protocole d'accord entre l'APPO et le GECF à Brazzaville.
- **Gabon** : signature d'un protocole d'accord avec Eramet sur la transformation locale du manganèse.
- **Guinée équatoriale** : le gouvernement prescrit la construction de plusieurs réservoirs de carburant pour endiguer la pénurie dans le pays.
- **Tchad** : la Banque mondiale note une amélioration macroéconomique mais des fragilités persistantes en 2025.
- **RDC** : le pays approuve la concession de la section congolaise du corridor de Lobito à Mota-Engil.
- **Sao Tomé-et-Principe** : réélection du président sortant Carlos Vila Nova au premier tour de la présidentielle.

Régional

Les économies de la CEMAC captent 1,9 Md USD d'IDE en 2025

Selon le dernier [rapport](#) de la CNUCED sur l'investissement dans le monde, les pays de la CEMAC ont attiré 1,9 Md USD d'investissements directs étrangers (IDE) en 2025, en repli de 7,4 % sur un an. La zone demeure pénalisée par la concentration de ses flux sur les hydrocarbures et les industries extractives, qui adosse son attractivité au cycle de quelques grandes opérations et limite la diversification sectorielle des entrées. Ce repli s'inscrit dans un reflux continental — les IDE à destination de l'Afrique reculent de 26 %, à 70 Mds USD — largement imputable à un effet de base, l'année 2024 ayant été gonflée par une opération exceptionnelle en Égypte (l'opération immobilière de Ras El-Hekma). Malgré un repli de 35 % de ses IDE à 599 M USD, le Cameroun retrouve son rang de première destination des IDE devant le Congo (596 M USD), dont la résilience est portée par le secteur pétrolier. La CNUCED a par ailleurs procédé à d'importantes

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

1,9 Md USD

Flux d'Investissements directs étrangers
entrants en 2025 dans la zone CEMAC

révisions statistiques pour le Gabon et le Tchad, ramenant fortement à la baisse les flux enregistrés les années précédentes, ce qui illustre la volatilité des investissements dans les économies dépendantes des grands projets extractifs. Sur cette nouvelle base, le Gabon capte 379 M USD en 2025, tandis que le Tchad ne reçoit plus que 4 M USD. À l'inverse, la Guinée équatoriale enregistre un rebond de 56% de ses IDE à 294 M USD, après plusieurs années de recul lié au déclin de sa production pétrolière, et la République centrafricaine voit ses flux progresser de 10 % à 44 M USD, malgré des contraintes structurelles qui continuent de freiner son attractivité.

La réserve d'intervention du fonds de garantie atteint 345,8 Mds FCFA au premier semestre 2026

Réuni le 17 juillet à Brazzaville, le comité de direction du Fonds de garantie des dépôts en Afrique centrale (FOGADAC) a [approuvé](#) les comptes semestriels de cette institution communautaire, dont la mission est d'indemniser les déposants en cas de défaillance d'un établissement de crédit de la CEMAC. D'après le communiqué publié à l'issue des travaux, la réserve d'intervention, principal levier financier mobilisable à cette fin, s'établit désormais à 345,8 Mds FCFA et affiche l'ambition d'atteindre 1 000 Mds FCFA à l'horizon 2036. Dans le même temps, le portefeuille de placements atteint 207 Mds FCFA, tandis que les produits financiers générés au premier semestre 2026 se sont élevés à 8,38 Mds FCFA, contre 6,1 Mds FCFA un an auparavant. Les membres du Comité ont également procédé au renouvellement de l'équipe dirigeante en nommant le Gabonais Désiré Louzolo Tsoumbou au poste de secrétaire permanent. La session a par ailleurs entériné deux réformes destinées à renforcer la gouvernance de l'institution : la création d'un comité d'investissement chargé d'orienter la politique d'allocation des ressources et l'adoption d'un nouveau dispositif encadrant la délégation des signatures bancaires.

La BEAC ouvre sa salle des marchés à Bank of China et AFC

Le conseil d'administration de la BEAC, qui s'est réuni le 20 juillet à N'Djamena, a approuvé l'admission de Bank of China et d'Africa Finance Corporation (AFC) comme nouvelles contreparties de sa salle des marchés, Bank of China obtenant également le statut de correspondant bancaire. Cette décision s'inscrit dans la stratégie de diversification des placements et des relations de correspondance bancaire conduite par la banque centrale pour optimiser la gestion de ses [réserves de change](#), qui atteignaient 7 248 Mds FCFA à fin avril 2026.

Cameroun

Le groupe Dangote présente au gouvernement camerounais de nouveaux projets dans les hydrocarbures et le ciment

Le 21 juillet 2026, une délégation du groupe Dangote, conduite par son vice-président chargé du pétrole, du gaz et des engrais, Devakumar Edwin, a été [reçue](#) par le Premier ministre camerounais Joseph Dion Ngute.

L'entretien visait à présenter les nouveaux projets d'investissement du conglomérat nigérian dans le secteur des hydrocarbures. Le groupe prévoit notamment la construction d'une infrastructure de stockage de produits pétroliers, qui viendrait renforcer les capacités de stockage du Cameroun, actuellement estimées à environ 242 000 m³ selon la Société camerounaise des dépôts pétroliers (SCDP), ainsi que celle d'un pipeline destiné à fluidifier leur acheminement, avec à la clé une réduction des coûts de transport et de l'empreinte environnementale. Ces installations doivent permettre à Dangote d'ouvrir depuis sa raffinerie nigériane une voie d'approvisionnement du Cameroun et de son hinterland (Tchad et RCA). Au-delà de l'aval pétrolier, le vice-président a également annoncé la volonté du groupe de doubler son investissement dans le ciment, avec prospection de sites à Douala.

Centrafrique

Adoption d'une loi pour encadrer le secteur des hydrocarbures

La Centrafrique s'est [dotée](#) le 13 juillet 2026 d'une nouvelle loi concernant le secteur des hydrocarbures actant la libéralisation des activités d'importation des produits pétroliers et dérivés. Les acteurs du secteur ont désormais la possibilité de demander de nouveau leur agrément d'importateur et de concurrencer Neptune, en situation de monopole depuis 2023. Le texte précise également que tout importateur a l'obligation de faire passer ses produits par un dépôt sous douane. Cette mesure doit améliorer le rendement des prélèvements, alors qu'au moins un quart des recettes de l'État en dépend.

L'Américain GreenLine Technologies sur la piste du rachat de la SOCATEL

Dix mois après la signature d'un [mémoire d'entente](#) entre le groupe américain GreenLine Technologies Inc. et le gouvernement centrafricain, le processus de reprise de la Société centrafricaine des télécommunications (SOCATEL) est officiellement entré dans sa [phase opérationnelle](#). D'un montant global de 150 M USD, le programme d'investissement prévoit (i) la réhabilitation et la modernisation des infrastructures de la SOCATEL — dont les activités étaient à l'arrêt depuis 2019 —, (ii) la construction d'un data center de niveau Tier III, (iii) le déploiement d'un réseau de connectivité national et (iv) la création de milliers d'emplois directs. Un comité conjoint de pilotage devrait désormais superviser la mise en œuvre

du projet et définir le calendrier des différentes opérations.

Validation d'une nouvelle stratégie d'accélération du développement

Le 21 juillet, le gouvernement centrafricain a [validé](#) la Stratégie nationale d'accélération de l'Agenda 2030 et des Objectifs de Développement Durable (ODD). Développée conjointement avec le PNUD, cette stratégie s'inscrit dans la dynamique de mise en œuvre du Plan national de développement (PND) 2024-2028. Elle prévoit de concentrer les investissements, les réformes et les efforts des différents acteurs sur les secteurs à fort potentiel de transformation, afin de produire des résultats concrets dans des domaines prioritaires tels que la lutte contre la pauvreté, l'accès aux services sociaux de base, la résilience économique et la gouvernance.

Congo

Signature d'un protocole d'accord entre l'APPO et le GECF à Brazzaville

L'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO) et le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) ont [signé](#) un protocole d'accord à Brazzaville le 20 juillet en présence du ministre des Hydrocarbures Stev Simplicie Onanga. Cet accord est destiné à permettre la mise en œuvre d'activités conjointes pour répondre à des défis comme les enjeux environnementaux, la pérennité de l'offre et l'amélioration de l'accès à une énergie fiable et moderne. Des échanges de données pour mieux comprendre les tendances du marché sont aussi prévus. Pour le Congo, qui exporte du gaz naturel liquéfié depuis 2024, et les autres pays exportateurs, il s'agit de défendre leur souveraineté énergétique et de promouvoir un partage équitable des revenus tirés de la production.

La deuxième édition de la Grande foire agricole du Congo prévue au mois d'août 2026

Après une première édition organisée en février 2026, la [deuxième édition](#) de la Grande foire agricole du Congo (GFAC) aura lieu du 5 au 20 août 2026 au Parc des expositions de Bambou-Mingali, dans le département du Djoué-Léfini. Cette foire devrait réunir environ 650 exposants répartis autour de 16 pavillons et 5 pôles thématiques, notamment le pavillon prisé des terroirs qui devrait accueillir près de 300 producteurs issus des 15 départements que compte le pays. Des produits issus de l'agriculture, de l'élevage et de la transformation

locale y seront présentés et chaque département disposera d'une journée dédiée. Cet événement national donnera par ailleurs la possibilité aux jeunes producteurs de bénéficier d'une formation de quatorze jours, dispensée par l'Académie de l'entrepreneuriat agricole, en partenariat avec la FAO. Cette Académie, destinée aux jeunes de 18 à 40 ans, a été mise en œuvre dans le cadre du Projet agriculture, jeunes et entrepreneuriat ([PAJE](#)) grâce à un financement du Fonds international de développement agricole (FIDA).

Gabon

Signature d'un protocole d'accord avec Eramet sur la transformation locale du manganèse

Un protocole d'accord entre la République gabonaise, Eramet et sa filiale Eramet Comilog a été [signé](#) le 20 juillet à Paris, en présence des deux chefs d'État, en marge de la visite d'État du président gabonais. Le texte fixe une feuille de route visant à transformer localement jusqu'à 700 000 tonnes de minerai par an d'ici fin 2031, autour de trois scénarios : une unité d'oxyde de manganèse près de Libreville d'une capacité initiale de 10 000 t/an (mise en service possible fin 2028), la réfection du complexe métallurgique de Moanda pouvant atteindre 70 000 t d'alliages par an à l'horizon 2029, et une usine d'alliages côtière de 265 000 t/an envisagée en 2031. Aucune décision d'investissement n'a cependant été arrêtée : chaque projet reste conditionné à ses débouchés, à la disponibilité d'une énergie compétitive (que les autorités gabonaises doivent sécuriser) et à une rentabilité démontrée. Le protocole prévoit un comité de suivi trimestriel, une filière locale de biocharbon et un fonds d'amorçage industriel.

Accord de financement de 312 M EUR pour la phase III de modernisation du Transgabonais

Proparco, la Société financière internationale (SFI) et la Setrag ont [signé](#) le 20 juillet à Paris, lors de la visite d'État du président gabonais, un accord de financement de 312 M EUR (204,6 Mds FCFA) destiné à la troisième phase du Programme de modernisation et de sécurisation du Transgabonais. L'enveloppe comprend 147,6 Mds FCFA de ressources nouvelles et 57,1 Mds FCFA de refinancement, en complément des investissements publics de l'État gabonais et des concours déjà mobilisés par l'AFD (113,4 Mds FCFA) et l'Union européenne (19,6 Mds FCFA). Les travaux portent sur le remplacement des voies vieillissantes par des rails de 60

kg/m ; 457 km sont déjà équipés de traverses en béton et 186 km de rails renouvelés. L'opération, soutenue par les actionnaires de la Setrag (Eramet Comilog, Meridiam et l'État) vise à accroître la capacité et la sécurité d'une infrastructure de 648 km conçue pour l'évacuation du minerai, dans la perspective d'un usage multimodal élargi.

Le consortium Omega présente aux autorités un plan d'investissement dans les secteurs de l'eau et de l'électricité

Le président gabonais a [reçu](#) le 20 juillet à Paris, toujours en marge de sa visite d'État, le directoire du consortium Omega, conduit par son directeur général et présenté par la présidence comme un opérateur international du secteur énergétique. Les échanges ont porté sur les difficultés d'accès à l'eau potable et à l'électricité, marquées par des délestages tournants à Libreville et des interruptions prolongées d'alimentation en eau. Le consortium a exposé un plan articulé autour d'investissements financiers, de la modernisation des infrastructures existantes, de la construction de gazoducs et du renforcement des lignes de transmission. Il aurait également soumis un mécanisme d'appui à l'apurement et à la restructuration de la dette de la SEEG, évaluée à 247 M USD (environ 145 Mds FCFA). Aucun engagement contractuel n'a été annoncé. La scission de la SEEG en deux sociétés d'économie mixte, actée le 25 juin, reste à mettre en œuvre.

Guinée équatoriale

Le gouvernement prescrit la construction de plusieurs réservoirs de carburant pour endiguer la pénurie dans le pays

Face à la pénurie de carburant à Malabo, le gouvernement a mis en place une cellule de crise présidée par le Premier ministre. Les autorités ont [convoqué](#) en urgence les dirigeants des sociétés de distribution afin d'exiger le rétablissement immédiat de l'approvisionnement régulier des stations-services. À l'issue de cette réunion de crise, le gouvernement a instruit la construction de plusieurs réservoirs et d'une raffinerie dans le pays. Le ministère des Hydrocarbures sera chargé de piloter, en urgence, la construction de plusieurs réservoirs à Malabo et à Bata, destinés exclusivement à constituer des réserves stratégiques.

Tchad

La Banque mondiale note une amélioration macroéconomique mais des fragilités persistantes en 2025

Dans sa dernière [note](#) consacrée au Tchad, la Banque mondiale dresse un bilan globalement favorable de la situation économique du pays en 2025, tout en mettant en garde contre des vulnérabilités persistantes. L'institution indique que l'économie tchadienne a bénéficié d'une meilleure mobilisation des recettes non pétrolières, d'une consolidation budgétaire et d'une réduction progressive des arriérés intérieurs et extérieurs. Elle souligne toutefois que le pays demeure fortement exposé à plusieurs risques, notamment sa dépendance aux revenus pétroliers, le risque élevé de surendettement ainsi que les effets des chocs climatiques et des déplacements de population. La note indique par ailleurs que le déficit budgétaire aurait été contenu autour de 1,5 % du PIB grâce à une discipline accrue des dépenses publiques et aux progrès de la numérisation fiscale. Elle estime également que la dette publique reste soutenable, bien que sa situation demeure fragile. Enfin, la Banque mondiale considère que la progression de l'activité hors pétrole, le ralentissement de l'inflation et le lancement du Plan national de développement 2025-2030 constituent des facteurs favorables, sous réserve de la poursuite des réformes structurelles.

RDC

La RDC approuve la concession de la section congolaise du corridor de Lobito à Mota-Engil

Le gouvernement de la RDC a [approuvé](#) la conclusion d'un partenariat public-privé avec le groupe portugais Mota-Engil pour la réhabilitation complète de la ligne ferroviaire Dilolo-Kolwezi-Lubumbashi-Sakanika. Cette décision, saluée par Washington comme une « étape clé » de l'Accord de partenariat stratégique signé en décembre 2025, ne constitue toutefois pas la signature définitive du contrat de concession. Les modalités relatives au montant, à la durée du contrat, à la structure de financement et au rôle de la SNCC restent à finaliser. Le corridor de Lobito, d'une longueur totale d'environ 1 739 km depuis le port angolais de Lobito jusqu'à Kolwezi, vise à réduire de près de 30 % les coûts de transport du cuivre et du cobalt vers les marchés

internationaux, avec une capacité cible de 4,6 millions de tonnes par an. La Banque mondiale est identifiée comme arrangeur principal du financement, avec une enveloppe confirmée de 500 M USD pour la section congolaise. Au-delà de l'enjeu logistique, ce projet s'inscrit dans une compétition plus large avec le corridor de TAZARA (Dar es Salaam), dont la Chine finance un 1,4 Md USD de modernisation.

Le gouvernement lance les travaux de viabilisation de la première zone d'exploitation artisanale pilote à Kasulo

Le ministère des Mines de la RDC a officiellement [lancé](#) les travaux de viabilisation de la Zone d'Exploitation Artisanale (ZEA) n° 786 à Kasulo, dans la province du Lualaba. Cette infrastructure représente la première ZEA pilote opérationnelle dans le cadre de la réforme du secteur. L'initiative vise à formaliser l'exploitation minière artisanale, longtemps caractérisée par l'occupation illégale de concessions industrielles, une faible traçabilité des minerais, des accidents fréquents et des pertes de recettes publiques. Dans le cadre de cette réforme, 64 ZEA ont été créées, soit 33 dans le Lualaba et 31 dans le Haut-Katanga. L'aménagement progressif de la ZEA de Kasulo doit offrir aux creuseurs un cadre légal, sécurisé et conforme au Code minier, tout en réduisant les conflits entre exploitations artisanale et industrielle. L'une des innovations de cette réforme est l'introduction progressive d'une couverture d'assurance destinée aux exploitants artisanaux et à leurs ayants droit, afin de renforcer leur protection sociale et d'améliorer leurs conditions de travail.

Sao Tomé-et-Principe

Réélection du président sortant Carlos Vila Nova au premier tour de la présidentielle

Selon les [résultats préliminaires](#) publiés le 20 juillet par la Commission électorale nationale, le président sortant a été réélu dès le premier tour du scrutin du 19 juillet avec 55,94 % des suffrages, devant son principal adversaire, issu du même parti, crédité de 41,42 %. Le corps électoral comptait plus de 142 000 inscrits, dont environ 20 000 au sein de la diaspora, pour une abstention de 58,81 %. Ce résultat assure une continuité institutionnelle avant les élections législatives, régionales et locales du 27 septembre, qui détermineront la composition du gouvernement et la conduite effective de la politique économique. Les autorités demeurent engagées dans un programme au titre de la facilité élargie de crédit du FMI, dont la troisième revue a fait l'objet d'un [accord au niveau des services](#) le 22 juin, sous réserve d'approbation du Conseil d'administration. La croissance a été révisée à la baisse à 0,4 % pour 2026, la crise énergétique pesant sur la reprise.

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
27-31 juillet 2026	Semaine de l'Aviation en Afrique et dans l'Océan Indien (AFI Week)	Caire (Egypte)
25 septembre 2026	Forum économique France-Tchad (MEDEF)	Paris (France)
6-9 octobre 2026	Sommet international de l'élevage	Clermont-Ferrand (France)
12-16 octobre 2026	African Energy Week	Cape Town (Afrique du Sud)
14-16 octobre 2026	E-Gov'A 2026	Yaoundé (Cameroun)
15-17 octobre 2026	Cameroon International Tech Summit	Yaoundé (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)
25 novembre 2026	We Are French Touch – The French Creative Industries Summit	Paris (France)

Indicateurs macroéconomiques

		Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en %)			*Solde Public (en % PIB)			Dette Publique (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)			
		2025		2026		2025		2026		2025		2026		2025		2026	
		Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	
CEMAC	Cameroun	3,1	3,3	▼ -0,7	3,4	3,5	▲ 0,2	-2,0	-1,7	▼ -0,5	40,4	39,3	▲ 3,0	-3,8	-5,1	▼ -1,2	
	Centrafrique	4,8	2,6	▼ -0,7	1,0	1,5	▼ -1,8	-5,5	-5,0	▼ -5,0	61,8	64,0	▲ 11,4	-3,8	-3,4	▲ 0,6	
	Congo	2,4	2,8	▶ 0,0	2,6	2,8	▼ -0,4	0,3	0,4	▼ -1,8	96,8	91,3	▲ 1,3	-5,9	-6,0	▲ 0,9	
	Gabon	2,5	2,7	▲ 0,1	2,0	2,5	▶ 0,0	-8,5	-10,0	▼ -2,7	78,9	86,1	▲ 4,1	-3,1	-4,3	▼ -3,9	
	Guinée Equatoriale	-6,4	-2,7	▼ -3,1	2,8	3,2	▲ 0,3	-2,5	-1,7	▲ 0,3	40,6	39,1	▲ 1,0	-3,0	-1,6	▲ 2,2	
	Tchad	5,6	5,2	▲ 1,7	-2,6	0,5	▼ -3,1	-1,3	-1,4	▲ 1,0	30,4	29,9	▼ -2,5	0,2	0,8	▲ 3,8	
	CEMAC	2,6	3,0	▼ -0,4	2,0	2,7	▼ -0,5	-2,8	-2,8	▼ -0,8	52,0	51,6	▲ 2,2	-3,2	-3,7	▼ -0,1	
	RDC	5,7	5,9	▲ 0,6	7,4	3,3	▼ -3,9	-2,8	-3,5	▼ -1,9	20,2	24,6	▲ 10,0	-3,7	-2,0	▲ 0,1	
	Sao Tomé	2,1	3,4	▼ -1,3	0,9	9,6	▲ 2,6	-2,5	1,0	▼ -1,3	55,7	50,4	▲ 5,1	-6,3	-4,7	▼ -1,2	

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, avril 2026
*solde budgétaire global (dons inclus).
** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'avril 2026 pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'octobre 2025).

Evolution des cours des matières premières

Juin-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole	Gaz naturel	Cacao	Café	Huile de palme	Grumes	Bois scié
Référence/mesure	Brent (USD/barils)	(USD/mmbtu)	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/mètre cube)	
Valeur	82	3	4	7	1105	403	639
Variation mensuelle (%)	-19 %	8 %	6 %	-2 %	-3 %	-1 %	-1 %
Variation annuelle (%)	18 %	4 %	-48 %	-15 %	18 %	0 %	-2 %
Variation sur 5 ans	14 %	-2 %	86 %	60 %	10 %	-4 %	-5 %
Variation sur 10 ans	71 %	23 %	41 %	86 %	54 %	3 %	-6 %

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;
Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Hector BIANCONI (SE Brazzaville) ;
Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER– Mathis FOLCH (SE Libreville) ;
Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).